

conceptions mécanistes, ne pas sous-estimer les seuils idéologiques à atteindre, car ce qui compte c'est la prise en compte par les masses des transformations nécessaires ; les rapports dialectiques entre les différentes facettes de la réalité sociale.

III. — L'autogestion, c'est moderne

Il ne s'agit pas d'une revanche de Proudhon. L'aspiration à l'autogestion naît de la vie, elle trouvera son application sur la base des réalités contemporaines et ne saurait se réduire à des caricatures (A.G. généralisée, référendum passe-partout, etc...) ou des formes préconçues.

1. — La réalité est diverse

Une conception moderne de l'autogestion tient compte de la diversité et de la spécificité des secteurs de la vie sociale (un laboratoire, ce n'est pas une usine), des critères d'avancement qui s'y appliquent (le suffrage universel n'est pas le critère qui tranche un débat scientifique ou artistique) et des niveaux de décision (atelier/entreprise), (commune/département/région/nation).

Une conception non-démagogique tient compte également du rapport dialectique (et différencié selon les secteurs) qui existe partout entre l'avant-garde et les masses. Le progrès scientifique, par exemple, trouve sa signification profonde dans son appropriation sociale et son utilisation pour l'intérêt de la société - ce qui est particulièrement vrai à l'époque de la R.S.T. -, mais il serait mis en cause par une quelconque déprofessionalisation des activités de pointe. Il existera encore longtemps une division technique du travail. Ce qui n'implique pas l'existence de privilèges ni le maintien de conceptions hiérarchiques héritées du passé.

2. — La réalité est concrète

Notre stratégie a une dimension historique et une dimension concrète. L'autogestion est une démarche qui ne peut progresser à partir d'a priori, de modèles déterminés abstraitement, de placages sur la réalité d'idées et de propositions nées ailleurs.

Combattre la démarche technocratique. R.S.T. et lutte de classe s'imbriquent.

3. — Le processus révolutionnaire

Il est vu et différencié. En finir avec certaines conceptions mécanisées. Une longue période d'avancées, de ruptures, de sauts plus ou moins partiels, mais aussi marquée par le caractère non-linéaire de la lutte.

La R.S.T. a sa place dans ce processus révolutionnaire global. L'entrelacement des révolutions. Cf. G. Marchais à la Mutualité nov. 79.

Jacques MILHAU

Autogestion et connaissance

La perspective offerte à la lutte et aux avancées vers le socialisme démocratique et autogestionnaire est celle d'une nouvelle croissance, d'une nouvelle figure historique de la culture. Elle a pour condition le développement, l'intervention massive des travailleurs prenant au main leurs propres affaires à tous les niveaux, sans déléguer à personne le soin de s'en occuper.

La démarche autogestionnaire implique donc que les travailleurs aient la maîtrise individuelle et collective du savoir et savoir-faire, à la fois du point de vue de leur développement, approfondissement et enrichissement comme du point de leur utilisation dans les différentes formes de la pratique sociale et tout d'abord dans le travail productif.

La grande question dès lors posée est que la connaissance élaborée, transmise et appliquée par les hommes revienne à l'ensemble de la société, que chaque individu puisse accéder à la culture scientifique et technique, qu'il puisse participer consciemment et avec initiative à sa mise en œuvre pour la satisfaction des besoins personnels et sociaux correspondant à notre époque.

Si l'on voulait envisager cette question dans sa globalité, il faudrait s'inquiéter des aspects suivants :

— Les modes d'intervention de la science et de la technique dans la pratique sociale en liaison avec le développement des forces productives et les possibilités corrélatives de libérer l'homme des tâches pénibles, parcellisées et répétitives ;

— La recherche scientifique et technologique, ses rapports à la production et la consommation sociale ainsi que ses possibilités de progrès autogérés renouvelant les conditions de la prospective ;

— L'appropriation des savoirs et des savoir-faire par les êtres humains en tant que facteur primordial de la prise de responsabilité consciente dans l'activité sociale et de l'épanouissement personnel, de la communication féconde avec autrui ;

— La maîtrise du processus concret de la démarche autogestionnaire appuyée sur la base matérielle d'un développement social contradictoire et éclairé, anticipé par la connaissance des caractéristiques nouvelles de la transformation sociale à notre époque et dans notre pays.

Dans les limites du colloque, cette contribution n'abordera que le troisième point qui n'est peut-être pas le moins décisif. Tout dépend en dernière analyse de la capacité des hommes à prendre en charge leur propre destin, tout dépend du rôle prioritaire de la force de travail vivante dans la production, de la compétence et de la créativité des individus dans le travail, dans la gestion de la société, dans l'organisation de leurs rapports sociaux et de leur vie personnelle.

Dans ce domaine circonscrit, lui-même encore bien vaste, l'examen se centrera sur la formation des individus, base de la révolution culturelle originale que la démarche autogestionnaire peut amorcer.

Au niveau de développement que la société de classes a atteint avec le capitalisme monopoliste d'Etat et le règne des Multinationales, la souveraineté des hommes sur les conditions d'existence qu'ils ont collectivement produites leur échappe et n'appartient qu'à la fraction de la classe dominante qui exerce son hégémonie sur l'ensemble de la société. Nous vivons ainsi le paradoxe de pouvoirs humains acquis « **pour la maîtrise et la possession de la nature** » qui ne sont pas au pouvoir de l'homme.

S'il est vrai, comme Engels le précisait, que la souveraineté de l'humanité sur les circonstances ne peut être que sociale, ne peut être que le fait de la collectivité, de la coopération dans le travail et dans l'organisation de la vie, s'il est vrai qu'elle ne peut être que le fait d'une révolution socialiste qui met fin à l'appropriation privée des grands moyens de production et d'échange, et instaure le pouvoir démocratique des travailleurs eux-mêmes, une telle souveraineté ne saurait s'exercer sans son partage

par le maximum d'individus, détenteurs des bases fondamentales de la connaissance scientifique et technique et aptes aux spécialisations de haut niveau et les plus variées, d'individus maîtres de décider par la participation démocratique à l'exercice et au contrôle des pouvoirs. La souveraineté sociale sur les conditions matérielles et culturelles de l'existence humaine n'est pas une unité abstraite et indifférenciée. Elle constitue une unité de composition appelant le concours de tous, sur la base de la préparation de chacun à la totalisation d'activités intellectuelles et pratiques diversifiées mais autogérées en vue d'un même but : La satisfaction croissante des besoins matériels et culturels de chacun et de tous.

La nouvelle figure de la culture, figure de la réduction progressive du divorce entre la théorie et la pratique que Lénine tenait pour la tare du capitalisme, ne sera autre chose qu'une nouvelle configuration de la division du travail : non plus la séparation tranchée entre le travail manuel appauvri et sans perspective et le travail intellectuel réservé aux couches supérieures sous la tutelle d'un pouvoir autoritaire et malthusien, mais une répartition inédite des tâches matérielles et intellectuelles de type nouveau, les unes et les autres investies par des connaissances de haut niveau et étroitement liées à des pratiques concrètes. Une telle configuration est de grande portée sous plusieurs aspects :

— Elle désenclave les sciences et les techniques dont les activités de recherche ne sont plus en discontinuité avec les productions matérielles, elle rapproche les chercheurs, les ingénieurs, les techniciens et les ouvriers qualifiés qui sont les principaux utilisateurs des inventions et découvertes.

— Elle libère le système éducatif du statut d'isolat qui est le sien actuellement et de sa dualité aux effets négatifs des deux côtés : dualité d'un enseignement général, classique ou moderne coupé de la vie, mutilé et stérilisé, et d'un enseignement technique et professionnel traité en parent pauvre et inadapté aux conditions de la grande production moderne.

— Par le contenu de l'enseignement qu'elle sollicite, par les méthodes et les moyens qu'elle appelle à mettre en œuvre pour former l'homme de demain, elle démocratise le système éducatif sur le fond et contribue à la réduction des inégalités culturelles qui intériorisent les inégalités sociales en chaque individu.

— Elle contribue, au niveau de la conscience et du degré de compétence générale et spécialisée des hommes, à transformer les rapports sociaux en rapprochant les uns des autres, sans nier les différences individuelles et leurs développements originaux, les travailleurs des diverses catégories, pour en faire les agents solitaires d'un intellectuel collectif.

— Enfin, elle constitue la base concrète de la valorisation accrue de la force de travail, du droit à une rétribution adéquate devant entraîner une révision de l'échelle des salaires, du droit de chacun à participer à l'autogestion, du droit de tous à la démocratie de bas en haut de la société.

A l'époque de la deuxième révolution industrielle, époque dans laquelle, le développement économique et social repose sur de grandes mutations scientifiques en mathématiques, physique, biologie, sociologie et psychologie, époque où l'accumulation considérable des connaissances et le rythme accéléré de leur développement requièrent une scolarisation poussée et une formation prolongée tout au long de la vie, le problème de l'acculturation ne peut plus être traité dans un univers à part ni par voie autoritaire. Il ne peut se séparer du développement d'une culture multiforme dont notre définition moderne met en jeu toutes les dimensions de la vie sociale et les institutions qui les encadrent.

Toutes nos propositions pour une école ouverte à tous et en prise sur la culture en mouvement, pour une école beaucoup plus liée au travail et à la vie, pour une école pluraliste et devenant l'affaire de tous, vont dans le sens d'une éducation socialiste dont le système scolaire et universitaire constitue l'axe mais dont les potentialités relèvent aussi de l'organisation nouvelle du travail productif, des institutions autogestionnaires de la démocratie économique, sociale et politique, des apports de la recherche scientifique et technologique. L'enseignement ne peut qu'être vivifié par tous ces éléments, le rapport pédagogique doit s'en nourrir, pour la qualité de l'enseignement et pour le bien des jeunes qui le reçoivent.

Dans notre réflexion sur ces exigences d'une nouvelle culture que stimulent nos propositions pour sortir notre pays de la crise et pour lui frayer la voie vers le socialisme démocratique et autogestionnaire, nous héritons du souci de Marx exprimé dès le **Manifeste « d'une coordination de l'éducation avec la production matérielle »** dans laquelle il voyait **« un des plus puissants moyens de transformation de la société actuelle »** (Critique du programme de Gotha).

Marx avait perçu qu'en instaurant l'organisation la plus développée et la plus complexe de la production, le capitalisme **« avec toutes les misères dont il accable la classe ouvrière, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société »** (Salaires, prix et profits). Mais la recherche du profit et le besoin conséquent de réduire toujours plus le coût de la force de travail, quelle que soit la nécessité dans laquelle le capitalisme se trouve placé de lui concéder un minimum de formation pour faciliter la mobilité de la main d'œuvre en fonction des contradictions du développement économique, ont fait obstacle à l'établissement d'un système éducatif conforme à la production industrielle avancée.

Marx conçoit différemment ce système. Il estime qu'il doit être propre à **« reproduire la vie »**, à **« régler rationnellement l'échange avec la nature »** et à assurer l'épanouissement de l'homme. Aussi propose-t-il une éducation reposant sur trois bases :

- **« l'éducation intellectuelle »**, conçue à partir du progrès des connaissances ;
- **« l'éducation physique »** répondant à la complexité de l'homme ;
- **« la formation polytechnique qui transmet aux intéressés les principes généraux de tous les procès de production en en même temps initie l'enfant et le jeune à l'usage pratique et au maniement des instruments élémentaires de toutes les branches du travail »**. (Instructions pour les délégués du conseil central provisoire de la 1^{ère} Internationale - 1866).

Marx a développé cette conception de façon polémique en s'opposant avec vigueur dès 1847 à l'interprétation bourgeoise de l'instruction technique. Sous couvert d'une **« instruction professionnelle universelle »** et de **« pluriprofessionnalité »**, celle-ci écartait l'ouvrier de la formation intellectuelle et physique ; Elle ne visait qu'à le préparer à l'introduction de nouvelles machines ou à des modifications de la division du travail dans les différentes branches d'industries. Tout cela servait de prétexte à l'exploitation sans limites du travail des enfants, sans aucune fin éducative.

Une telle conception était naturellement à l'opposé de **« l'omnilatéralité »** prônée par Marx et notamment de son idée d'une instruction technique **« théorique et pratique »** donnant à l'individu la capacité de travailler **« avec son cerveau et avec ses mains »**. Cette exigence correspondait du reste au développement de la grande industrie qui obligerait la société **« sous peine de mort à remplacer l'individu morcelé, porte-douleur d'une fonction productive de détail, par l'individu intégral qui sache tenir tête aux**

exigences les plus diversifiées du travail et ne donne, dans des fonctions alternées, qu'un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises » (Le Capital, 1, 2 p. 166).

Aujourd'hui, la bourgeoisie ne se comporte pas autrement qu'hier quant au fond, bien que les circonstances soient naturellement très différentes. Dans la situation de crise et dans la perspective d'un redéploiement industriel qui procède au démantèlement de pans entiers de l'appareil productif, à l'élimination du travail humain ou à sa déqualification et à sa déstabilisation, elle perçoit l'inadaptation du système éducatif. Elle n'en juge pas cependant en fonction d'un développement scientifico-technique optimal de la production moderne à des fins sociales mais par rapport à sa propre stratégie de maintenance du système capitaliste en état de crise profonde et durable. Ceci la conduit à poursuivre dans la ligne du professionnalisme borné, à réformer le système éducatif dans un sens négatif pour l'adapter, au nom de « **la polyvalence** » et de la « **spécialisation** » à ses propres objectifs.

Certes elle s'oriente vers un nouveau rapport de l'école et de la vie active comme en témoignent son choix de la formation professionnelle alternée qu'elle place sous la « **coresponsabilité** » de l'Etat giscardien et du patronat en s'inspirant du modèle ouest-allemand, son projet d'élaboration de cartes régionales de la formation professionnelle en concordance avec les besoins économiques du capital. Mais il ne s'agit que d'un redéploiement du système éducatif dont le but est d'obtenir une plus grande plasticité de la main d'œuvre au prix de la déqualification et de la spécialisation étroite et prématurée, d'obtenir aussi l'intégration idéologique des travailleurs, le consensus indispensable au régime. On en aurait une preuve supplémentaire avec la façon dont est organisée la formation permanente, exclusivement chargée de combler les insuffisances de la formation antérieure, de donner des spécialisations rapides sans bases solides ou de préparer les cadres aux tâches idéologiques définis dans l'optique de la nouvelle stratégie patronale du progrès social.

Avec une telle orientation qui prive les travailleurs de formations véritables, la maîtrise des sciences et des techniques décisives pour la production reste l'apanage d'une partie de la société, dans le cadre contraignant du redéploiement économique, de sorte que les travailleurs intellectuels, du secteur productif notamment, sont à leur tour exposés à la déqualification, à la perte de l'emploi ou à la déresponsabilisation du travail. Quant aux décisions concernant la programmation du travail scientifique et l'utilisation de ses résultats dans l'économie, elles ne relèvent que des éléments dirigeants de l'appareil d'Etat, des finances et de l'industrie. Et dans tous les cas, elles sont subordonnées aux impératifs de la gestion de la crise, de la réduction de la couverture des besoins humains, de l'austérité pour le plus grand nombre.

Aujourd'hui, la perspective autogestionnaire fait jouer de tout-autres critères. Il s'agit en effet, pour répondre aux exigences d'une nouvelle croissance régie par le principe de la rentabilité sociale, de préparer les travailleurs par une formation théorique de qualité, par une formation technique modernisée et par leur expérience pratique de la grande industrie, à opérer dans le travail des choix correspondant au fait que la science constitue une force productive directe répartie dans tous les secteurs de l'activité productive par le truchement de technologies supérieures. Il s'agit de mettre chacun en mesure d'assimiler de façon rationnelle et critique le patrimoine social de connaissances scientifiques, techniques, artistiques, sociales, politiques et philosophiques accumulées par l'humanité afin qu'il puisse intervenir à part entière dans l'ensemble de l'activité sociale.

Les grandes idées de Marx sont ainsi reprises mais dans des conditions nouvelles et de façon différente. Marx remettait en effet à l'Etat la tâche de définir la législation d'une éducation socialiste tout en admettant que celle-ci ne devait pas être nécessairement contrôlée par le gouvernement et tout en refusant de faire de l'Etat (ou de l'Eglise) l'éducateur du peuple. De nos jours, c'est la lutte unie qui doit imposer les grandes

transformations en matière d'éducation avec le concours des enseignants, des jeunes, des parents d'élèves, des travailleurs et de leurs organisations, des élus. C'est par voie autogestionnaire que le processus s'enclanche maintenant pour arracher des acquis qui seront ensuite traduits dans les textes, sur la base de propositions de lois telles que celles que le PCF présente aujourd'hui sur la formation professionnelle à l'école et dans l'entreprise.

De même, Marx ne pouvait mettre à la base de la formation polytechnique les principes technologiques dérivés des acquis scientifiques de l'aéronautique, de l'électronique, de l'informatique ou de la biochimie. Et sans doute estimerait-il actuellement que la pédagogie ne peut plus s'en tenir à l'initiation au maniement des instruments élémentaires de la production.

Enfin, jamais n'a été poussée aussi loin que maintenant la réflexion sur l'interprétation multiforme de l'enseignement et du travail, sur la voie de laquelle nous sommes engagés désormais. D'ores et déjà des propositions concrètes sont faites pour l'enseignement technique et professionnel. Il était logique et urgent de commencer par là pour lutter contre la ségrégation sociale, pour assurer dès maintenant une reproduction de la classe ouvrière qui lui permette de jouer le rôle historique qui lui revient dans la transformation sociale. Mais il va de soi que le moment viendra, et peut-être plus tôt qu'on le pense, de réfléchir aussi sur l'interprétation du travail et de l'enseignement classique et moderne long dans lequel règne un malaise profond. Les enseignants de ce secteur s'interrogent sur les finalités de leur travail pédagogique et les lycéens éprouvent un désintérêt croissant pour des programmes, un style d'enseignement toujours plus déphasés avec la vie.

Nous ne pouvons donc nous en tenir aux propositions générales et datées de Marx si justes soient-elles. Elles ne font qu'indiquer une direction. Mais c'est en recherchant les solutions concrètes de la crise de l'enseignement, inséparable de la crise de la société, c'est en réfléchissant aux incidences pédagogiques de la voie autogestionnaire propre à la France que nous pouvons et pourrons proposer des objectifs de lutte à court, moyen et long terme, dont le dénominateur commun sera de donner à la société la maîtrise de l'enseignement et aux travailleurs la capacité d'être réellement, c'est-à-dire de façon pratique, détenteurs des pouvoirs créateurs de la société nouvelle.

Ces objectifs peuvent se distribuer selon trois orientations :

- L'orientation de la formation initiale avec l'ouverture de l'école sur le travail et sur la vie sociale ;
- La vulgarisation scientifique et technologique de qualité actualisée en fonction des besoins individuels et sociaux ;
- La formation permanente approfondie et vivante dont dépendent le recul des inégalités, la promotion des travailleurs et la transmission des nouveaux acquis indépendamment de l'âge ;

Les batailles pour la transformation sociale contribueront aux avancées dans ces trois directions et réciproquement la lutte pour ces orientations est partie prenante de l'action des travailleurs pour le changement. Et des résultats ne peuvent être obtenus sur de tels enjeux que si l'action et l'union se développent largement. C'est donc l'affaire de tous et de chacun, c'est donc une dimension de la démarche autogestionnaire proprement dite.

Le nouveau rapport entre la formation de l'homme et le travail, qui est aujourd'hui l'enjeu des luttes et sera demain une condition majeure de développement du socialisme autogestionnaire, peut-être un objet d'étude et de réflexion du point de vue de la

conception marxiste de l'histoire et touche de près à des problèmes philosophiques cruciaux.

On peut en effet considérer que l'intervention des travailleurs pour s'appropriier les conditions sociales de l'assimilation de la connaissance et de son investissement collectif le plus large dans la pratique, c'est une étape importante sur la voie de la transformation consciente et concertée des rapports sociaux.

JAURES disait que la classe ouvrière était la classe intellectuelle de l'avenir. La démarche autogestionnaire met au présent cette question de la conquête du savoir en même temps que celle de positions pour faire reculer l'hégémonie de la classe dominante et amorcer la transformation volontaire des rapports sociaux, en particulier par l'accession des travailleurs au rang de travailleurs intellectuels d'un type nouveau, de producteurs intellectuels décidant de leur activité en connaissance de cause et organisant eux-mêmes une autre division du travail.

En second lieu, on peut admettre que si l'essence de l'homme est l'ensemble des rapports sociaux, si l'individu doit s'approprier par l'acte de connaissance le patrimoine social de l'expérience et du savoir, le stockage extérieur des connaissances les plus diverses, la démarche autogestionnaire apporte confirmation et complément d'élaboration à la théorie marxiste de la Personnalité humaine.

En effet sa mise en œuvre concrétise l'intervention collective des travailleurs pour créer les conditions sociales de cette appropriation du patrimoine culturel par le plus grand nombre. Elle fait de l'organisation de cette appropriation universelle une question pratique, un mot d'ordre d'action complémentaire de ceux qui visent l'élimination de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange et les conquêtes démocratiques qui devront déboucher sur l'instauration d'une démocratie socialiste autogestionnaire. L'acquisition des moyens d'assimilation sans entraves de la culture vivante n'est pas un programme du lendemain mais une tâche politique concrète posée aux masses populaires dans le contexte actuel de la lutte des classes. Réciproquement tout progrès de la formation individuelle, juvénile et adulte, rendue possible par la lutte et ses acquis, stimulera chaque homme et chaque femme dans l'effort pour humaniser les circonstances contre tout abandon au fatalisme, à l'attentisme et à la passivité.

C'est tout le sens de l'appel du PCF pour que les travailleurs fassent de la formation leur affaire et agissent immédiatement pour une instruction professionnelle, pour une reproduction qualitativement supérieure de la classe ouvrière.

Philosophiquement parlant, la catégorie d'essence sociale de l'homme est appelée à de nouveaux enrichissements avec la démarche autogestionnaire qui amorce le long processus de passage du règne de la nécessité à celui de la liberté.